



Usine de pompes ERTIP Hibon, à Toufflers (Nord). Le « produire en France » mériterait autant de soutien public que le « innover ».

Jean-Michel Hebert - Ifis

L'industrie française investit-elle mal ?

PARADOXE Les firmes tricolores affichent un niveau d'investissement plus élevé que leurs homologues européennes. Mais les retombées sur l'économie restent invisibles.

Le fait peut surprendre, mais le taux d'investissement dans l'industrie manufacturière est plus élevé en France qu'en Allemagne : 25,7 %, contre 19 % en 2016. Seule l'industrie suédoise fait mieux. Comment expliquer alors que les gains de productivité stagnent et que les performances du *made in France* à l'export soient si mauvaises ? L'investissement est en effet censé à la fois améliorer la productivité et permettre une montée en gamme des produits, et, partant, la compétitivité des entreprises.

Sarah Guillou, Caroline Mini et Rémi Lallement se sont penchés sur ce mystère dans une publication conjointe du *think tank* La Fabrique de l'industrie et de France Stratégie [1]. Premier enseignement, le surcroît français d'investissement ne s'explique pas par les obligations faites aux entreprises de se mettre en conformité avec la réglementation, ou par le poids de l'immobilier, comme on l'entend parfois : la construction ne pèse guère plus lourd dans l'investissement en France qu'en Italie, par exemple, et cette part est stable depuis vingt ans.

Ce qui distingue en revanche les entreprises hexagonales est leur fort investissement dans les actifs immatériels – les logiciels, les bases de données, la recherche & développement (R&D)... –, notablement plus élevé que dans les autres pays européens. Les firmes tricolores consacrent ainsi bon an mal an entre 4,5 % et 6 % de leur valeur ajoutée à leurs investissements dans les logiciels et les bases de données, contre moins de 3 % ailleurs en

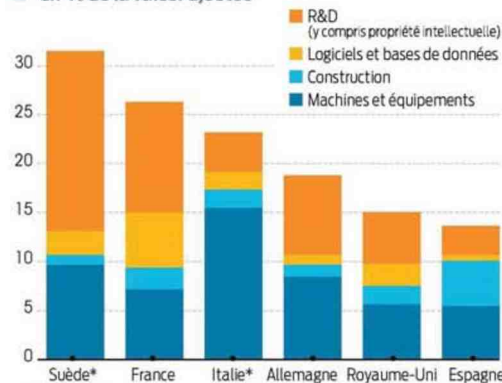
de production à proprement parler, les machines et les équipements. Dès lors, l'impact de l'investissement des entreprises tricolores est moins à chercher dans le solde de la balance commerciale, la productivité des usines ou la compétitivité des produits, que dans leur niveau de profit, remarquent les auteurs.

L'ennui, c'est que cette tendance est encouragée par les politiques publiques, *via* notamment le crédit impôt recherche (CIR) destiné à soutenir les dépenses de R&D des entreprises. Ce type de mesures n'est pas forcément illégitime, mais, isolé, il peine à produire des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Faute d'avoir bénéficié d'une attention équivalente, le « produire en France » est ainsi la victime collatérale de cette politique.

■ Marc Chevallier

LES INVESTISSEMENTS IMMATÉRIELS D'ABORD

Décomposition du taux d'investissement du secteur manufacturier en quatre destinations en 2015, en % de la valeur ajoutée



[1] *L'investissement des entreprises est-il efficace ?*, Les notes de La Fabrique, Presse des Mines, 2018.